

## **Comment concilier patrimonialisation et projet urbain ? Le classement au Patrimoine Mondial de l'Unesco de la vieille ville de Harar (Éthiopie)**

*Pauline Bosredon\**

Le patrimoine, objet d'étude des historiens mais aussi outil d'aménagement urbain et de développement local, est aujourd'hui devenu une donnée incontournable. Son évolution a été fulgurante pendant les trente dernières années et nous sommes aujourd'hui face à un consensus apparent sur la nécessité de le préserver et de le valoriser [Gravari-Barbas, 2003, p. 9-20].

Le label « Patrimoine Mondial », né de l'Unesco dans les années 1970, est issu des définitions construites en Europe depuis la Renaissance. Il fut donc en premier lieu une affaire occidentale, y compris au niveau des premiers classements opérés, principalement situés en Europe. On assiste aujourd'hui à la multiplication des sites, partout dans le monde. Et si les sciences sociales se sont souvent penchées sur les manifestations de la mondialisation des échanges économiques et politiques, moins nombreux sont ceux qui ont observé ses effets dans le domaine culturel. C'est précisément ce qui caractérise le Patrimoine Mondial : il se situe exactement au croisement des échelles locale et globale, à l'intersection d'une forme de mondialisation culturelle et d'enjeux de développement locaux.

Car l'Unesco est une institution internationale, nécessairement uniformisante dans la définition qu'elle propose du patrimoine et dans ses modes de conservation et de mise en valeur puisqu'elle établit une liste de critères de classement universels. Mais à chaque site, un classement et des résultats différents. Pourquoi ? Parce que d'où que vienne son impulsion, le classement répond à chaque fois à une dynamique particulière : les valeurs accordées à leur patrimoine sont différentes selon les acteurs de chaque ville, les attentes sont différentes, les ambitions pour la ville le sont aussi. Même lorsqu'il est mondial, le patrimoine continue de répondre à des enjeux économiques, territoriaux et identitaires : le Patrimoine Mondial est en fait une affaire très locale, qui affecte les choix politiques locaux.

---

\* Doctorante en géographie, UMR 6590 ESO, Université de Rennes 2/IRD, UR029 – pauline.bosredon@univ-rennes2.fr

Le cas de Harar, ville éthiopienne dont le cœur historique a été classé par l'Unesco en juillet 2006, est à la fois unique et exemplaire. Unique parce que la ville est très originale dans le contexte éthiopien. Exemplaire parce qu'à Harar, comme dans les autres sites classés par l'Unesco, le processus qui a mené à son classement répond à des enjeux de réappropriation locale qui dépassent largement la simple reconnaissance et la mise en valeur d'un patrimoine.

Ainsi peut-on, à Harar, se poser cette question centrale : quel est le projet qui sous-tend la volonté de la ville à devenir ville du patrimoine mondial ? Comment s'harmonise-t-il ou non avec les contraintes du classement ? Comment la ville de Harar espère-t-elle user de son nouveau statut pour relever les défis sociaux et urbains qui l'attendent ?

Pour répondre à cette question, l'analyse de ce qui fait l'originalité de Harar en Éthiopie permettra de mettre en évidence ce qui dans son histoire fonde les enjeux sociaux, politiques et identitaires à l'œuvre aujourd'hui. Car ces enjeux sont essentiels à la compréhension de ce que la ville a choisi de faire de son classement. Le tournant patrimonial, ce moment où les acteurs de la vie urbaine prennent conscience de l'existence d'un patrimoine et de la possibilité de le valoriser, est ensuite le moment charnière où ces choix se cristallisent autour d'un nouveau projet pour la ville. C'est ce moment qui mène à la candidature au patrimoine mondial, au classement lui-même et à la naissance d'une politique de gestion de ce patrimoine. L'analyse du projet urbain associé à ce nouveau statut de ville du patrimoine mondial permettra de mettre en évidence les contradictions qu'il présente lorsqu'on le confronte à la réalité sociale et spatiale de Harar ainsi qu'aux contraintes du classement.

### **Harar : un ancien émirat conquis par l'Éthiopie chrétienne**

Pour comprendre les enjeux urbains contemporains s'impose une courte exploration de l'histoire de la ville et de son cheminement vers le statut de région autonome, premier jalon de l'affirmation identitaire de ce territoire.

#### *De la cité État à la plus petite région d'Éthiopie : construction d'un territoire*

L'histoire de Harar est très obscure et le récit de sa fondation par des immigrants venant d'Arabie est incertain. Toutefois on connaît mieux l'histoire moderne et contemporaine de la ville, bastion musulman et centre de commerce de la corne de l'Afrique, en lutte permanente contre l'empire chrétien du Nord de l'actuelle Éthiopie. C'est pour lutter contre ces attaques que Nur, émir de Harar, fit construire au XVI<sup>e</sup> siècle une enceinte protectrice autour de la ville.

Les murs de Harar constitueront plus tard une défense, avant tout symbolique, contre la migration des Oromos qui se sont installés dans tout le sud du Choa. Le mur reste aujourd'hui encore dans l'esprit et le discours des Hararis un rempart de protection de l'identité hararie face aux menaces extérieures. Au XVII<sup>e</sup> siècle, la ville devient un émirat indépendant, petit État commerçant et centre d'enseignement de

l'islam. Harar prend tout son poids politique sous la dynastie locale et affermit sa suprématie commerciale, nœud incontournable des échanges entre la Mer Rouge et l'Afrique du Nord-Est grâce à sa localisation et à son importance politique en tant que cité état. C'est ainsi que le voyageur britannique Richard Burton qui visite Harar en 1855 dépeint une ville indépendante, frappant monnaie, entourée de ses murs et gouvernée par son propre chef. C'est en souvenir de cet âge d'or de l'autonomie et de la prospérité économique que les Hararis se forment aujourd'hui une identité forte et affirmée.

En 1875, date de rupture dans l'histoire hararie, les Égyptiens s'installent à Harar et occupent la ville pendant dix ans. Puis Ménélik, roi du Choa en 1864 et empereur d'Éthiopie en 1889, conquiert à son tour la province de Harar. À partir de cette date, Harar intégrée à l'empire perd sa position particulière et son influence dans la région. La construction de la voie de chemin de fer qui passe par Dire Dawa, à une cinquantaine de kilomètres au Nord, achève de détourner définitivement de Harar les grandes voies commerçantes. La ville reste tout au long du XX<sup>e</sup> siècle une ville de moyenne importance plutôt déclinante.

En 1991 est renversé le régime communiste mis en place par la junte militaire du Derg en 1974 après la chute de l'empereur Hailé Sélassié. Le temps du centralisme s'achève et le nouveau pouvoir en place fondé par l'alliance des Tigréens et des Érythréens, ethnies du nord de l'Éthiopie, initie la régionalisation du pays. La situation de Harar change alors radicalement avec la création de l'État National Régional du Peuple Harari (HPNRS : Harari People's National Regional State). Il s'agit en effet d'un processus de reconstruction territoriale à part entière, fondé sur l'histoire de la ville et la mémoire de son influence passée. L'Éthiopie opte en 1991 pour un système fédéral basé sur l'ethnicité et la région hararie est l'une des neuf nouvelles régions (fig. 1). Cette dernière ne répond pourtant pas à ce critère : l'ethnie hararie, rendue politiquement dominante par la Constitution régionale qui prévoit que seuls les Hararis accèdent à sa présidence, n'est pas majoritaire en nombre, loin s'en faut. Selon les chiffres de 2005 de l'Agence centrale des statistiques, les Hararis ne représentent en effet que 11,9 % de la population urbaine (ville de Harar) et seulement 0,5 % de la population rurale de la région.

La région hararie est donc une exception incompréhensible si l'on ne considère pas l'histoire de la ville et l'histoire de ses relations avec le pouvoir central. Le parti aujourd'hui au pouvoir est issu du FDRPE (Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien), coalition dominée par le parti tigréen qui renversa le Derg en 1991. Or les Hararis participent aujourd'hui au gouvernement fédéral : depuis la perte de leur indépendance dans les années 1880 qui signe le début du déclin de Harar, ils ont toujours cherché à retrouver une part d'autonomie et surtout à faire reconnaître leur singularité par rapport à l'Oromiya voisine, région des Oromos dont l'expansion a été fulgurante depuis le XVI<sup>e</sup> siècle. L'amitié des Hararis avec les Tigréens au pouvoir leur a permis lors de la fédéralisation du pays de gagner une région. Sa surface est minime en comparaison du Harargué, aire d'influence historique de Harar aujourd'hui

située dans l'Oromiya, mais son statut est rigoureusement égal à celui des plus grandes régions d'Éthiopie<sup>1</sup>.

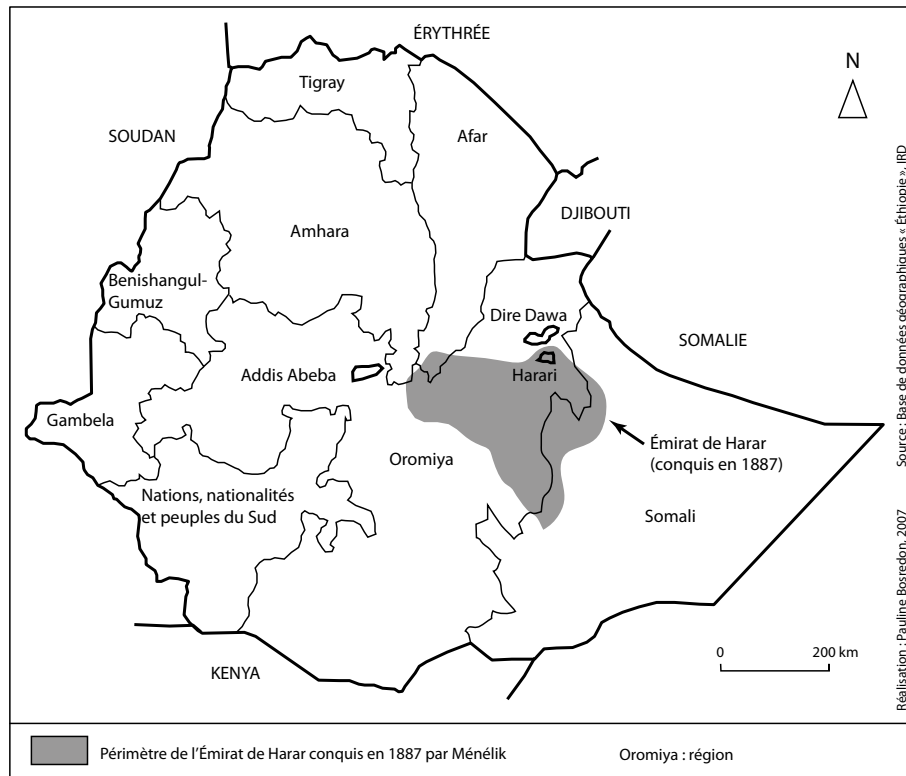


Fig. 1 – Les neuf régions d'Éthiopie et le périmètre de l'émirat de Harar conquis en 1887

### Une ville « arabo-musulmane » de la corne de l'Afrique

En plus de sa longue histoire de ville État indépendante, Harar a ceci de singulier en Éthiopie qu'elle a été construite en pierre, vraisemblablement par des migrants venus d'Arabie, dans une région où domine la tradition de la construction en terre. La ville de Harar possède ainsi certains caractères que l'on attribue généralement à la ville dite « arabe » ou « musulmane ». Selon André Raymond [Raymond, 1998],

1. La surface de la région harari est de 310 km<sup>2</sup> ce qui ne représente que 0,09 % de la surface de l'Oromiya (360 000 km<sup>2</sup>). Et avec ses 196 000 habitants selon l'estimation faite en 2005 par l'Agence centrale des statistiques, la population de la région hararie représente 0,72 % de la population de l'Oromiya (20012952 habitants).

il n'existe point de ville musulmane telle qu'ont voulu la définir les orientalistes, sauf à dire que les musulmans y résident. Il existe toutefois bien une aire urbaine commune, du Maroc à l'Afghanistan (donc au-delà du monde arabophone), qui repose sur certains traits de structure urbaine communs, dont un des premiers est ce que les anglo-saxons appellent le *zoning*, « une séparation très marquée des fonctions économiques et des fonctions résidentielles » [Raymond, 1998, p. 325]. Le commerce de gros, de détail, les fonctions d'entrepôt dans les khans (ou caravansérails) se trouvent au centre de la ville où est aussi la mosquée principale et donc les fonctions de culte et d'enseignement. Autour seraient les fonctions résidentielles, avec le petit commerce de proximité. Le réseau viaire est à l'image de cette double organisation : au centre, de grands axes menant vers les portes et ménageant un espace public ; dans la zone résidentielle, des rues plus étroites, le réseau se terminant souvent en impasses.

La vieille ville de Harar, que les Hararis nomment le *Jugol*, est organisée de la sorte : elle est le premier noyau urbain de Harar, entouré de ses murs (fig. 2). Les siècles passant et le danger d'une invasion venue de l'extérieur s'étant éloigné, l'enceinte de Harar a pris la signification plus symbolique d'une limite

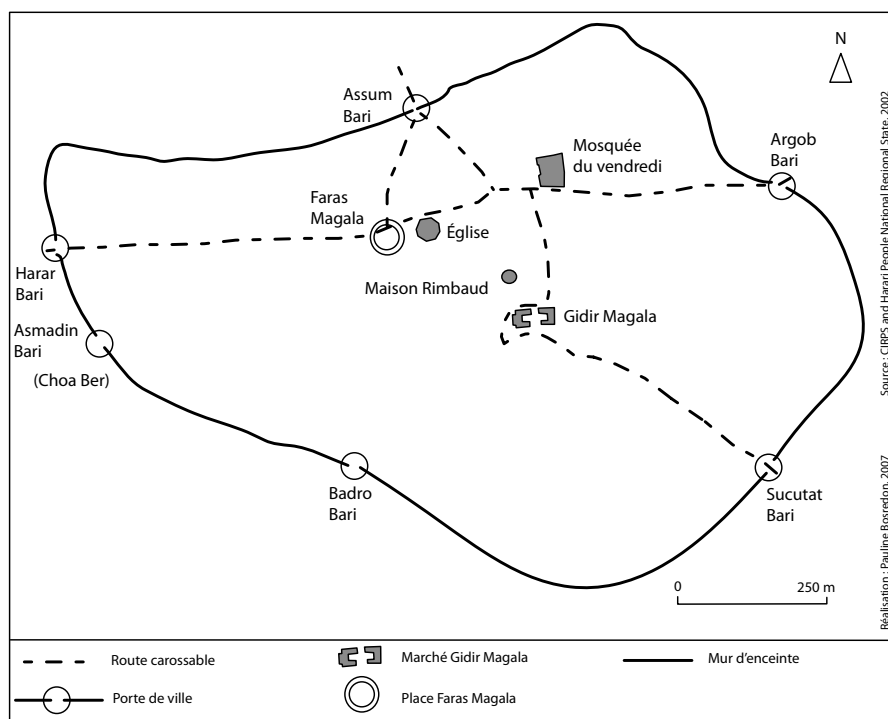


Fig. 2 – Le Jugol

entre l'urbanité hararie et l'altérité que représente la campagne, ouverte et autrefois hostile. *Jugol* signifie d'ailleurs « le mur » en même temps que le terme désigne la première ville de Harar. À l'intérieur de l'enceinte, le *Jugol* présente une grande homogénéité architecturale et urbaine. Les relations avec la ville nouvelle et la campagne se font aux portes, points de contact avec l'extérieur autrefois au nombre de cinq, nombre qui renvoie d'après la tradition orale hararie aux cinq piliers de l'islam. Une sixième porte, *Harar Beri*, a été percée à l'ouest par l'empereur Ménélik lorsque ce dernier a conquis la ville de Harar au XIX<sup>e</sup> siècle. L'organisation interne du *Jugol* est très fortement structurée : le centre était jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle occupé par la Grande Mosquée, placée sur le point le plus haut de la ville, la place *Faras Magala*. Une deuxième centralité, commerciale celle-là, se trouve au lieu du marché *Gidir Magala*, ce qui engendre une bipolarité du *Jugol*. Le centre et les limites sont donc à Harar des éléments à la fois symboliques et matériels qui structurent la vieille ville et lui confèrent son identité.

#### *Aujourd'hui : quelle réalité sociale et spatiale ?*

Harar est aujourd'hui une ville gigogne, une ville où ville et villages cohabitent, une ville multiple faite de diverses influences. Le premier noyau, le *Jugol*, la vieille ville, est l'essence même de l'identité hararie. La construction du mur et de ses cinq portes, le choix des matériaux, la structure urbaine participent chacun à l'identité et à l'importance historique du *Jugol*. Dans le discours des Hararis qui vivent à Harar, mais aussi dans celui des Hararis de la diaspora<sup>2</sup>, la vieille ville est considérée comme une sorte de mère patrie.

Le second cercle est la ville de Harar dans son périmètre actuel. La ville commence à sortir de ses murs dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et sa conquête par les Amharas. En 1937, un schéma directeur est préparé par les forces italiennes qui occupent Harar comme toute l'Éthiopie<sup>3</sup>. Le fondement de ce plan est la relation entre la ville blanche et la ville indigène, c'est-à-dire la ville nouvelle et le *Jugol*. La ville blanche est pensée à cette époque comme une continuation moderne de la ville indigène, le maintien de la séparation physique des deux villes étant la garantie du contrôle de la ville indigène par l'autre.

Aujourd'hui, alors que le *Jugol* atteint approximativement 1,2 kilomètre d'est en ouest sur sa longueur maximale, la ville nouvelle s'étend sur 4,5 km. Et sa physionomie est radicalement différente de celle de la vieille ville. Quand cette dernière présente une incroyable densité de bâti et de population, des rues étroites, des impasses et des maisons à cour intérieure construites en pierre et isolées de l'espace public par de hauts murs (photo 1), la ville nouvelle est beaucoup plus

2. Les Harari partis à Addis Abeba ou à l'étranger sont aujourd'hui plus nombreux que ceux qui résident encore à Harar. Par ailleurs, les Harari ne représentent plus que 11,9 % des habitants de la ville de Harar (où l'on dénombre plus de 55 % de Amhara et 22 % de Oromo), et 0,5 % des habitants de la région harari si l'on inclut la zone rurale presque exclusivement peuplée de Oromo. Chiffres du schéma directeur de 1998.

3. Voir Master Plan 1998. Ce dernier schéma directeur fait une analyse des précédents master plans de Harar qui se révèle précieuse puisqu'il a été impossible de retrouver les originaux, ni à Harar ni au FUPI (*Federal Urban Planning Institute*) à Addis Abeba.

composite, mêlant de grands axes bordés d'immeubles modernes en béton et des quartiers à l'identité plus africaine (photo 2), semblables à des villages où les rues comme les maisons sont en terre et les habitations regroupées à l'intérieur de clôtures végétales.



*Photo 1 – Une maison hararie à l'intérieur du Jugol  
(© Pauline Bosredon)*



*Photo 2 : Les constructions en terre de la ville nouvelle  
(© Pauline Bosredon)*

Dans cette partie de la ville, l'élément végétal est largement plus présent que dans le *Jugol*, le caractère général des quartiers est bien plus rural. La population y est très hétérogène, constituée à 67 % de Chrétiens qui sont essentiellement des Amharas installés à Harar depuis le temps de l'empereur Hailé Sélassié. Harar était alors ville de garnison et les camps militaires se sont multipliés hors les murs entraînant une forte migration de populations nouvelles. Pour cette raison, de larges parties du territoire urbain sont aujourd'hui dévolues à l'armée. De cette présence militaire résulte une importante fragmentation de la ville.

L'hétérogénéité sociale est également très forte à Harar. La régionalisation s'est en principe effectuée sur une base ethnique et territoriale (c'est le cas par exemple de la région Oromiya, territoire majoritairement peuplé d'Oromos dans lequel est

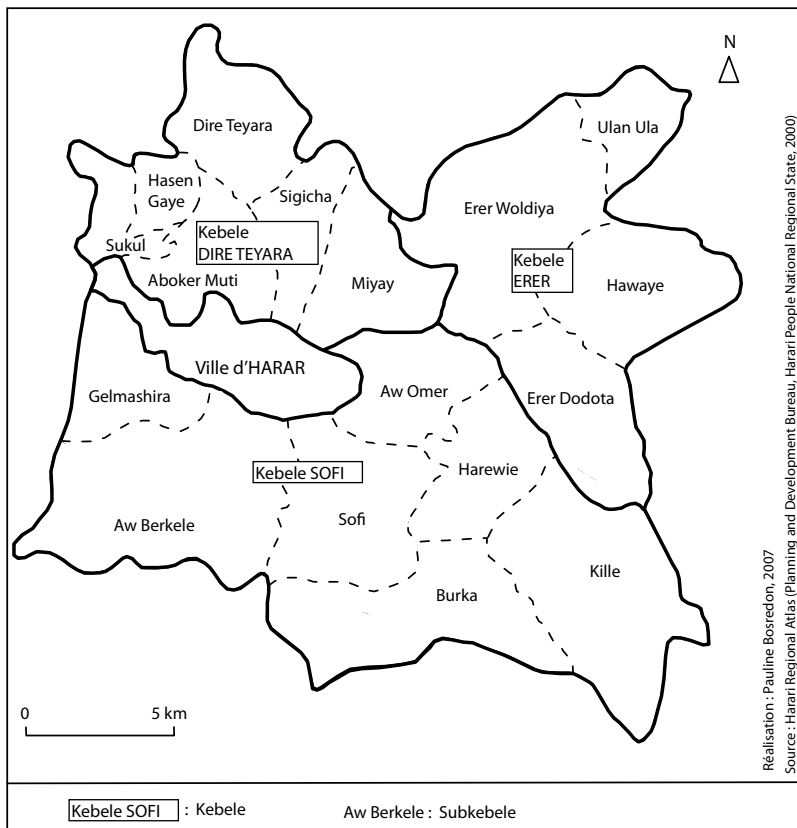


Fig. 3 – Les kebele<sup>4</sup> de la région hararie

4. Les kebele sont la première subdivision administrative de la région hararie.



enclavée la région hararie), mais cela n'est pas le cas pour la région hararie. 58 % de la population est urbaine et la ville de Harar est peuplée pour plus de la moitié de ses habitants par des Amharas (55 %), les Oromos représentant 22 % et les Hararis seulement 12 % des citoyens. La zone rurale quant à elle est peuplée quasi exclusivement d'Oromos (95 %).

La population de la ville d'Harar est majoritairement pauvre : des études récentes montrent que 29,1 % de la population vit sous le seuil de pauvreté absolue<sup>5</sup>. Cette pauvreté se répartit plutôt aux marges de la ville nouvelle, à Kalademba, Genda Fero et Hamaressa qui sont les quartiers les plus excentrés, mais elle existe aussi dans la vieille ville, dans le quartier de la porte Buda Beri (au sud du Jugol). Le bâti y est constitué de matériaux précaires (terre, tôle ondulée, clôture végétale), et les infrastructures sont inexistantes ou fortement dégradées. Dans ces quartiers se concentre aussi une forte proportion de constructions illégales, constructions dont le nombre – estimé aujourd'hui à 10 000 pour l'ensemble de la ville – a doublé depuis 1994, date de la dernière étude.

### Le tournant patrimonial

Harar s'est construit au cours de l'histoire une forte originalité en Éthiopie : le souvenir de son indépendance passée et du rayonnement harari ne s'est pas éteint malgré les difficultés économiques actuelles de la ville et la nouvelle mixité ethnique de sa population. C'est malgré tout dans un contexte de déclin qu'intervient le tournant patrimonial, c'est-à-dire l'affirmation de l'existence d'un bien « patrimonial » que les autorités cherchent à protéger et à valoriser.

#### *La prise de conscience progressive de la valeur patrimoniale de Jugol*

La prise de conscience d'un patrimoine à protéger et l'effort de conservation sont nés à Harar dans les années 1980. La protection patrimoniale fait alors partie d'une politique plus globale pour la préservation et la promotion de la culture hararie. Le danger identifié est lié à la dégradation de la vieille ville et aux effets de la croissance démographique, comme cela a pu être le cas pour d'autres villes en crise comme Zanzibar par exemple [Bosredon, 2005].

Mais ce sont aussi les pressions politiques et culturelles pesant sur Harar, sa langue, son histoire, sa littérature, sa structure sociale, ses coutumes en général qui ont servi de déclencheur. Cela est particulier à la position de Harar, enclavé en région Oromiya, et dont l'identité et le statut de région sont fondés sur des caractéristiques culturelles spécifiques. Or pour les Hararis, le *Jugol* joue un rôle central exceptionnel dans cette culture dont il reste le cœur. Aux niveaux politique et institutionnel, un premier schéma directeur « pour la conservation et la mise en valeur du patrimoine harari » a été réalisé par une équipe d'experts de l'Unesco dirigée par

5. Étude réalisée par Welfare Monitoring Unit, 1999. Voir FUPI, *IDP*, « Existing Economic Situation » (preliminary report), 2006.

Flemming Aalund en 1985<sup>6</sup>. Ce plan a contribué à la promotion des biens meubles et immeubles du *Jugol*. En 1992, peu après la création de la région, un Conseil harari, émanation de l'Assemblée générale de l'État national régional du Peuple Harari qui est le corps gouvernemental de la région, est créé avec le concours de personnalités locales et de spécialistes de la culture hararie (historiens, sociologues, linguistes...). La décision est prise de créer un Bureau de la Conservation, dont l'effort devra se porter sur le patrimoine urbain du *Jugol*. Le bureau ne sera effectivement mis sur pied qu'en 2003 à l'occasion du montage du dossier de candidature de Harar sur la liste du Patrimoine Mondial.

En 1998, un nouveau schéma directeur est réalisé dans lequel le *Jugol* n'est pas réellement défini comme une entité spécifique pour laquelle se posent des problèmes particuliers appelant des réponses précises. Le plan se contente de constater que les potentialités touristiques de la vieille ville sont sous-exploitées et propose quelques recommandations visant surtout à restaurer certains bâtiments emblématiques et à développer le tourisme. 3 500 m de remparts sont ainsi restaurés, et la maison Jorald devenue « Maison Rimbaud »<sup>7</sup> (photo 3) est réhabilitée grâce à une coopération franco-éthiopienne.



Photo 3 – La Maison Rimbaud (© Pauline Bosredon)

6. Aalund Flemming, « The walled town of Harar », *Masterplan for the preservation and presentation of cultural heritage of Ethiopia*, UNESCO, 1985, p. 87-96.

7. Rimbaud séjourne durant onze années, de 1880 à 1891, entre Aden et Harar où il mène une vie de commerçant explorateur et négocie peaux, ivoire, armes etc. Il est resté l'une des figures emblématiques de la ville, très présent dans l'imaginaire des Hararis. La « Maison Rimbaud » est une des très belles maisons de style indien de Harar. Rimbaud lui-même n'y a jamais vécu (elle appartenait à un riche commerçant indien qui la fit construire au XIX<sup>e</sup> siècle), mais cette maison qui porte aujourd'hui son nom accueille un musée sur la vie du poète voyageur et un centre de documentation.

Parallèlement à ces mesures encore timides et à ces réalisations touchant quelques édifices phares identifiant de l'extérieur la culture hararie que l'on cherche à préserver, une équipe de consultants (Tropic Consulting Engineers) évalue en 1998 les facteurs de dégradation menaçant la ville et son patrimoine. L'étude pointe du doigt le problème de l'eau (l'approvisionnement en eau potable, la pollution de l'eau) et celui de l'évacuation des déchets solides et liquides en aval [Revault, Santelli, 2004, p. 72]. Cette préoccupation est encore d'actualité aujourd'hui même si des efforts de pavage des rues et d'installation de caniveaux ont été réalisés en 2003 par le conseil de la ville et qu'un aqueduc est en cours de construction pour acheminer de l'eau potable de la région de Dire Dawa vers Harar.

Enfin, Harar a vu s'internationaliser l'intérêt pour son patrimoine, et plus généralement pour son histoire et sa culture. Le patrimoine harari est en effet devenu depuis plusieurs années un sujet de recherche privilégié pour de nombreux chercheurs locaux et internationaux. Il est estimé dans le dossier de candidature de la ville au Patrimoine Mondial qu'une cinquantaine de chercheurs italiens, français, allemands et américains, se rendent actuellement régulièrement sur le terrain afin d'y poursuivre leurs recherches en anthropologie, en histoire, en musicologie, en linguistique...

*La proposition de classement sur la liste du Patrimoine Mondial :  
impulsion exogène et réappropriation locale*

Ville en pleine mutation, soumise aux processus de transformation induits par l'ère moderne de la mondialisation et l'établissement de nouveaux rapports de force entre les villes et les aires géographiques, Harar est aujourd'hui confrontée à de nouvelles contraintes, après avoir connu un âge glorieux de prospérité économique et de rayonnement culturel. C'est dans ce cadre que sont nées les préoccupations pour le patrimoine et sa sauvegarde. La première étape fut la prise de conscience de l'existence d'un patrimoine, et sa définition. La seconde, l'identification des dangers qui le menacent. Enfin, furent prises les premières mesures en faveur de sa protection grâce à la mobilisation d'une chaîne d'acteurs d'abord internationaux puis locaux.

Le passage de l'indépendance de la cité État à la tutelle de l'Empire éthiopien de Ménélik au XIX<sup>e</sup> siècle et l'entrée du pays dans la modernité ont été des facteurs de dégradation du rayonnement de Harar. En jeu donc, la sauvegarde d'un patrimoine constitué d'un bâti et d'une culture « traditionnels ». En jeu également la perspective de voir reconnu par les instances internationales, et avant cela par les autorités fédérales, le premier site musulman d'Éthiopie. C'est là un véritable argument à Harar si l'on tient compte l'histoire de la ville et plus généralement de la région qui fut un pôle de diffusion de l'islam en Afrique de l'Est avant d'être conquis par l'Éthiopie chrétienne.

Le projet de classement a toutefois été initié par des acteurs extérieurs à la ville, une équipe d'architectes et d'ethnologues français nourrissant pour Harar un intérêt purement scientifique, fondé essentiellement sur la valeur historique et architecturale

de son bâti et par conséquent extérieur aux enjeux locaux. La candidature de la ville a donc été établie sur les critères prévus par l'Unesco sans que transparissent les tensions locales qui la sous-tendent. Ces critères sont au nombre de quatre<sup>8</sup> : Harar est reconnue à la fois comme un témoignage d'un échange d'influences considérable dans une aire culturelle spécifique (ce critère concerne son architecture), un témoignage unique d'une tradition culturelle vivante, un exemple éminent d'un type de construction particulier et un exemple d'établissement humain traditionnel.

Aujourd'hui que le classement est acquis, les attentes des Hararis sont diverses selon que l'on s'intéresse aux autorités urbaines, aux acteurs du tourisme, aux gardiens de la « tradition hararie », aux commerçants ou aux responsables des associations de quartier dans la vieille ville et dans la ville nouvelle.

Tous se félicitent du classement de leur ville par l'Unesco qui, l'espèrent-ils, saura lui offrir une reconnaissance nationale et internationale. Ils attendent que cette reconnaissance fasse progresser le tourisme et génère de là un développement économique plus large. Ce développement économique passe par les différents métiers liés au tourisme, au premier rang desquels se trouve le secteur de la construction et de l'hôtellerie puisque de nouveaux hôtels sont en projet et que de nombreux propriétaires de maisons traditionnelles envisagent de se lancer dans une activité de chambre d'hôtes si la prévision touristique ne se dément pas. Le développement escompté concerne également le secteur de l'artisanat : un grand projet de développement et de commercialisation de l'artisanat traditionnel est en cours avec le partenariat de la Banque Mondiale.

Enfin, la plupart des acteurs de la vie urbaine ont déclaré attendre maintenant une aide financière internationale, et l'apport de compétences absentes sur place. Mais l'argument qui revient dans le discours de chacun, c'est la fierté de voir la culture hararie reconnue : la grande majorité des acteurs de la politique urbaine et de la gestion patrimoniale que nous avons rencontrés sont eux-mêmes hararis et affichent un fort sentiment d'appartenance communautaire, sentiment qui passe par le respect affiché d'une tradition transmise par les ancêtres.

Ce patrimoine, nous en jouissons aujourd'hui, mais il existe grâce à la contribution de nos ancêtres. Si les gens savent ce que nos ancêtres ont construit, nous aurons une chance que cela soit perpétué. Mais pendant que l'éducation et la technologie progressent, nous aussi nous allons changer. C'est pourquoi le classement par l'Unesco est une bonne chose pour Harar. Le nombre de touristes augmentera, l'histoire de Harar qui a plus d'un millier d'années sera connue de tous, nous aiderons les gens de Harar à connaître mieux leur culture, les maisons traditionnelles, les mosquées, les tombeaux. [...] Si le Jugol est classé, j'espère qu'il y aura beaucoup de visiteurs à venir. Ces touristes apporteront des ressources à la ville. Celui qui fait de l'artisanat vendra davantage. Ça peut être une bonne contribution pour les personnes. [...] Nous avons une production de fruits, il y a de l'artisanat. Il serait bien que ces gens puissent en vivre, et cela grâce aux touristes. Parce que la plupart sont dans la misère<sup>9</sup>.

8. Il s'agit des critères de classement ii, iii, iv et v qui ont tous trait au patrimoine culturel.

9. Entretien réalisé avec Ibrahim Sheriff, directeur adjoint du JCHCO (*Jugol Cultural Heritage Conservation Office*), 16/04/06.

### *Quelle politique patrimoniale ?*

Afin d'accompagner le classement, un cadre réglementaire a été défini pour la conservation. Il s'agit du Bureau de la conservation du patrimoine culturel du *Jugol* (JCHCO<sup>10</sup>), principal organe de contrôle des pratiques dans le secteur classé. Ce bureau a été créé en 2003 par la région hararie en réponse à une demande de l'Unesco qui réclamait l'assurance que la ville possédait les structures nécessaires à la protection de son patrimoine.

Ses responsabilités sont l'élaboration d'une méthodologie d'étude du patrimoine, un inventaire de ce patrimoine, l'étude d'un plan de protection et de mise en valeur, l'information des professionnels et des habitants, la coordination des travaux etc. Le Bureau doit en effet prévenir les démolitions des maisons traditionnelles et les modifications faisant intervenir techniques et matériaux modernes. Dans cette mission, il est aidé par les *sub-kebele*<sup>11</sup> qui surveillent leurs quartiers respectifs. Si nécessaire, la municipalité peut intervenir et démolir toute construction interdite dans le *Jugol* par la nouvelle législation sur le patrimoine. Poussé par l'Unesco et les autorités urbaines à agir au plus près des habitants, et en collaboration étroite avec eux, le JCHCO programme régulièrement des réunions d'information réunissant tous les acteurs les plus proches du terrain, à savoir les *sub-kebele* et les associations de voisinage (*afocha*<sup>12</sup>). Ces actions sont mises en place pour répondre aux recommandations de l'Unesco, notamment en matière d'évacuation des déchets.

Dans un premier temps, le JCHCO compte réaliser un inventaire du patrimoine du *Jugol* afin de répondre à plusieurs questions préalables à toute réhabilitation : de quel patrimoine s'agit-il ? Dans quel état est-il ? Quelles priorités se donne-t-on ? Dans un second temps, et dans la mesure des finances allouées à la gestion patrimoniale par la région, le JCHCO entend prendre des mesures de réhabilitation. Parallèlement à ce plan, un programme est en cours avec la collaboration des *sub-kebele* pour une meilleure évacuation des déchets solides hors de la vieille ville.

Les statuts précisent que l'action du JCHCO doit permettre d'accroître la participation de la population locale dans la protection et la mise en valeur du patrimoine et d'ainsi renforcer la fonction du patrimoine dans la vie de la communauté. Le JCHCO calque en théorie sa politique sur celle de l'Unesco qui souhaite voir la société civile prendre une place plus importante dans les politiques de gestion patrimoniale au niveau local. Cette résolution est toutefois pour l'instant demeurée à l'état de vœu pieux. Les autorités urbaines font état du contentement des Hararis et de leur bonne volonté à participer à l'effort de conservation. « Nos ancêtres ont construit le Jugol, et les Hararis sont très fiers de la reconnaissance internationale

10. JCHCO : *Jugol* Cultural Heritage Conservation Office.

11. La région hararie se subdivise en *kebele* (3 en zone rurale, 6 en zone urbaine) et en *sub-kebele* (17 en zone rurale, 19 en zone urbaine). Le *subkebele* est donc la plus petite unité administrative ; c'est l'échelon le plus proche de la population.

12. *Afocha* et *eder* sont des communautés de voisinage qui rythment la vie des citoyens en particulier lors des grands événements tels les mariages et les enterrements. « *Afocha* » est le terme spécifiquement harari.

de leur ville. [...] Les habitants se sentent concernés par la conservation et le classement va accroître leur intérêt : s'ils ne considéraient pas auparavant Harar comme leur propriété, désormais ils savent que leur ville a de la valeur »<sup>13</sup>. Mais dans les faits, peu sont réellement concernés par le classement : ni les *afocha*, ni les *eder*<sup>14</sup> n'ont participé à l'étape de préparation du classement ; au stade de la conception du dossier de candidature, aucune association n'a été contactée, ni aucun acteur du tourisme.

L'impression d'ensemble est que le jeune JCHCO n'a pas encore les moyens de son ambition, tant au niveau de ses compétences techniques et scientifiques qu'à celui des moyens financiers dont il dispose et de son poids effectif dans la politique urbaine.

### Les contradictions d'un nouveau projet urbain

Malgré une impulsion exogène, le classement de Harar est parfaitement approprié par les autorités urbaines locales ; il suscite l'intérêt et de grands espoirs pour l'avenir de la ville. Pourtant il apparaît que le nouveau projet urbain initié depuis le classement n'est pas sans contradiction avec ce dernier.

#### *Les problèmes propres au « cœur historique » de la ville*

Le *Jugol* est un quartier ancien, porteur d'une histoire et d'une identité, mais aussi de tous les maux propres aux quartiers anciens et centraux : densité de population, saleté, dégradation du bâti et des infrastructures, problème d'évacuation des déchets solides et liquides, problème d'eau potable etc. Le cumul des difficultés du centre historique est clairement identifié dans le dossier de classement par l'Unesco qui y voit la principale menace pesant sur son patrimoine. Les responsables locaux des *kebele* et *sub-kebele* du *Jugol* en sont eux aussi tout à fait conscients et leur discours permet de préciser l'ordre des priorités donné localement. L'eau est invariablement le problème numéro 1. Les sources de la ville sont depuis longtemps polluées et insuffisantes à la consommation des habitants de Harar. La ville achemine donc par camions son eau pompée dans des sources proches du lac d'Alemaya situé au nord-ouest. Cette eau est ensuite stockée dans de grandes citernes réparties sur l'ensemble du territoire urbain. C'est une solution transitoire car la ville va se doter d'un nouveau circuit d'acheminement de l'eau potable en provenance de Dire Dawa. L'aqueduc est en cours de construction et son achèvement est prévu pour 2011. Si le problème de l'eau ne pèse pas réellement sur la conservation du bâti, il est une préoccupation sociale très importante. Localement, le classement de la vieille ville est d'abord perçu comme le moyen d'améliorer sinon de régler ces questions qui touchent aux conditions de vie bien plus qu'à l'entretien d'un patrimoine.

13. Entretien avec Ibrahim Sheriff, directeur adjoint du Bureau de la conservation du patrimoine culturel du *Jugol*.

14. Voir la note 12.

L'évacuation et le stockage des déchets en site contrôlé sont une autre grande préoccupation des autorités qui cette fois affecte plus directement le bâti. Il faudrait pour résoudre une partie du problème paver les routes qui ne le sont pas encore, les différences de surface provoquant la formation de zones de rétention des eaux sales et des déchets solides. Ni la municipalité ni le gouvernement n'œuvrent en ce sens pour l'instant, mais un service de ramassage des ordures commence d'être organisé par les *sub-kebele* de la vieille ville. Un grave problème sanitaire est évidemment associé à celui des déchets. Il concerne plus particulièrement l'insuffisance des latrines et le mauvais fonctionnement des égouts dont le réseau, incomplet, est en très mauvais état. Là encore, une opération destinée à raccorder un maximum de maisons au réseau est en cours.

La surdensité du bâti et la pression démographique sont enfin évoquées, et le plus souvent comme étant à l'origine de tous les autres maux. Les responsables de la gestion du patrimoine aimeraient voir la densité de population baisser dans le *Jugol*. Les deux chefs de *kebele* du *Jugol* (Amir Nur et Abadir) s'accordent à dire que le logement des plus pauvres dans les « maisons de *kebele* », ces maisons gouvernementales aux loyers très bas, est dommageable à l'entretien du patrimoine bâti puisque ni les locataires ni le propriétaire (la région) n'en ont les moyens. Derrière ce discours pragmatique s'en cache un autre, plus identitaire, que l'on retrouve aussi dans les entretiens effectués auprès des familles hararies propriétaires des vieilles maisons patrimoniales du *Jugol* : la dégradation du *Jugol* serait causée par cette population pauvre et surtout non hararie, donc étrangère à leur culture et n'œuvrant pas pour sa protection.

### *Pratiques spatiales*

Afin de cerner quelle est la place faite à la vieille ville dans la ville, l'entrée par les pratiques, c'est-à-dire par l'observation des comportements sociaux et plus seulement par l'observation des caractères physiques propres à chaque quartier, s'est rapidement imposée.

Un questionnaire passé auprès de 214 personnes habitant aussi bien dans la vieille ville que dans les quartiers de la ville nouvelle nous a permis d'identifier les quartiers les plus fréquentés par les habitants de Harar, à quelles fins, et surtout quelle position tient le *Jugol*, la ville historique, dans leur pratique quotidienne de la ville.

Dans ce but, un échantillon de personnes a été sélectionné en fonction de leur âge, de leur sexe et de leur ethnie d'origine. Cet échantillonnage s'est fondé sur les chiffres de l'Agence centrale des statistiques<sup>15</sup> (chiffres de 1998) : la répartition ethnique a été respectée pour les cinq ethnies les plus représentées (Amharas, Oromos, Hararis, Guraghes et Somalis représentent 96 % de la population totale), de même que la répartition entre hommes et femmes et la pyramide des âges. Les différents quartiers ayant été préalablement définis, un même nombre d'habitants a

15. Voir l'étude démographique du schéma directeur de Harar, 1998.

été interrogé dans chacun d'entre eux. Ces habitants ont été choisis de manière aléatoire, la plupart du temps sur leur lieu de travail, ou dans la rue.

Les questions ont porté sur les lieux d'habitat et de travail et sur les lieux fréquentés dans diverses occasions de la vie courante (école des enfants, hôpital, lieu de culte, marché, autres quartiers fréquentés couramment). Il a également été demandé aux enquêtés de nommer le centre-ville, et de s'exprimer sur le classement du *Jugol* par l'Unesco s'ils en avaient connaissance.

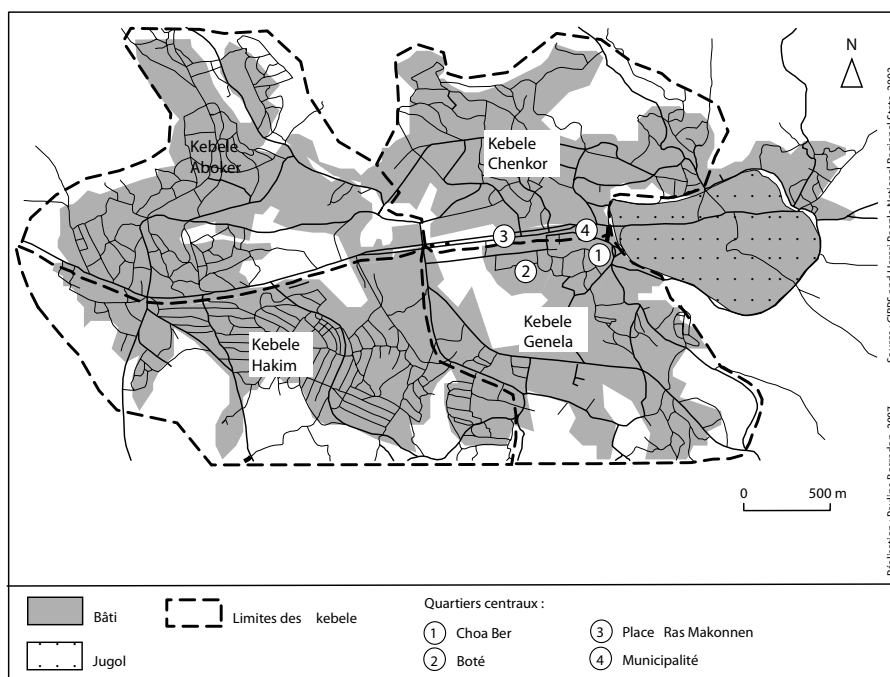


Fig. 4 – Carte des quartiers de Harar

Les résultats ont permis de croiser plusieurs variables et de faire apparaître des quartiers aux caractères forts variés.

Les Hararis sont incontestablement les plus attachés au *Jugol* puisque 72,7 % des Hararis interrogés y résident. Pour 45,5 % d'entre eux, ils y travaillent également. On observe en effet une corrélation importante entre lieu de travail et lieu de résidence, particulièrement dans le *Jugol*, puisque 85 % de ceux qui travaillent dans la vieille ville y vivent aussi.

En revanche, on note que le *kebele Genela*, situé au sud-ouest de la vieille ville, et qui est le premier pourvoyeur d'emplois – presque 30 % des habitants de Harar interrogés y travaillent – est bien moins sensible à cette corrélation. Seuls 52,4 %



des personnes qui travaillent à Genela y vivent aussi. Ce résultat s'explique facilement par la présence de multiples secteurs d'activités dans ce quartier de Harar. Genela est le *kebele* qui regroupe les plus grands marchés de la ville : le marché aux épices et aux légumes (photo 4), le « Taiwan Market » où l'on trouve des produits manufacturés d'importation et des marchandises issues de la contrebande (photo 5), le marché des ferrailleurs et du petit artisanat. C'est aussi dans ce quartier que sont installées deux des trois grosses industries de Harar : la brasserie de bière de Harar (*Harar Beer Brewery*) et l'usine de mise en bouteille de l'eau de Babile (*Babile Water Factory*). Enfin de nombreux hôtels et bureaux de l'administration publique, particulièrement dans le petit quartier de Boté, sont aussi pourvoyeurs d'emplois.

Cette concentration des activités explique que 77 % des personnes interrogées disent faire leurs courses à Choa Ber, c'est-à-dire la zone des grands marchés située à proximité de la porte Choa qui est l'une des cinq portes de la vieille ville. La moitié des répondants déclarent également s'y rendre lorsqu'ils doivent consulter un médecin.



Photo 4 – Le marché aux légumes de Choa Ber (© Pauline Bosredon)



*Photo 5 – Choa Ber, le commerce en boutiques en plein développement  
(© Pauline Bosredon)*

Au vu des ces résultats semble se dessiner une typologie des quartiers de Harar : Genela, qui comprend le quartier Choa Ber (les grands marchés), Boté (les cafés, restaurants et les administrations), la municipalité, la présidence de la région et les usines, est de très loin le quartier le plus fréquenté pour travailler, faire ses courses, se faire soigner.

La vieille ville n'est pas délaissée pour autant, mais sa fréquentation est majoritairement le fait de ses résidents, et peu nombreux sont les habitants des autres quartiers qui s'y rendent régulièrement. Un bémol doit être apporté en ce qui concerne les lieux de culte, les plus fréquentés étant situés pour 37,1 % dans le *Jugol* qui demeure un pôle de pratique religieuse important avec la mosquée du vendredi Jâmia et l'église orthodoxe Medhane Alem.

Lorsque l'on demande enfin « quel est pour vous le centre de Harar ? », 27,7 % répondent Choa Ber et 16,9 % Boté : ils sont donc presque 45 % à citer un lieu du *kebele* Genela. Seuls 20,7 % répondent le *Jugol* ou un lieu central du *Jugol* comme la place Faras Magala ou le marché Gidir Magala. Parmi ceux qui voient dans le *Jugol* le centre de Harar, la moitié sont des résidents du *Jugol* et un peu plus de 40 % sont des Hararis.

Ainsi se confirme l'image d'une ville dont le cœur historique a cessé d'occuper le centre tant au niveau des activités et de sa fréquentation quotidienne, qu'au

niveau des fonctions de commandement qui se trouvent à l'extérieur des murs. Le *Jugol* reste pourtant pour ceux qui y vivent et d'une manière générale pour les Hararis (dont 72,7 % habitent dans la vieille ville) un quartier central, le cœur symbolique de Harar.

*Concilier projet urbain et contraintes du classement :  
comment faire du centre historique le centre-ville ?*

Le classement patrimonial suit à Harar les recommandations de l'Unesco qui devraient en toute logique influencer localement la politique de la ville. En réalité on assiste à une totale réappropriation locale du projet.

L'histoire urbaine de Harar ainsi que la topographie expliquent la linéarité du développement de la nouvelle ville hors les murs qui s'étend dans une seule direction, le long de la route de Dire Dawa et d'Addis Abeba. Le *Jugol* apparaît aujourd'hui morphologiquement excentré, au contact de la campagne agricole à l'Est et de la ville moderne à l'Ouest. L'Unesco a donc requis pour le classement que soit définie à l'Est du *Jugol* une zone tampon d'où serait exclue toute activité autre qu'agricole. Cela entraîne la prise d'un certain nombre de mesures concrètes.

La première d'entre elles concerne l'abandon du projet de route asphaltée autour du *Jugol* : la région voulait en effet construire une nouvelle voie asphaltée le long du mur d'enceinte afin d'intensifier le trafic, de développer le commerce et aussi le transport des touristes. L'Unesco a alors observé que ce projet n'était pas compatible avec l'enregistrement du *Jugol* sur la liste du Patrimoine Mondial. La région réfléchit donc aujourd'hui à la faisabilité d'une route pavée, ou au déplacement de la route plus loin de l'enceinte. Suivant cette première mesure, l'Unesco a demandé l'interdiction de toute construction dans la zone tampon qui entoure le périmètre dont la région demande le classement. Les seules constructions autorisées sont de simples huttes de terre et de bois à usage agricole. Enfin la zone tampon doit demeurer propre. Les ordures qui souillent les deux rivières seront nettoyées et les décharges strictement contrôlées.

Ce sont les trois principales recommandations concernant la conservation de la vieille ville. Le problème est que l'Unesco réduit par là le *Jugol* à un monument qui doit être préservé et isolé de la modernité de la ville nouvelle et de la pression urbaine. L'Unesco oublie que le *Jugol* est pour les autorités hararies le cœur vivant de leur ville et de leur identité.

Ce constat amène une réflexion sur la notion de centralité à Harar. Les habitants de Harar associent préférentiellement, on l'a vu, les quartiers où se concentrent l'activité (commerçante, industrielle, administrative) aux quartiers centraux : il s'agit de Choa Ber, de Boté. Ensuite seulement vient le *Jugol*, puis la place Ras Makonnen que l'on pourrait définir comme le centre géographique de la ville, mais qui est aussi à proximité des principaux organes de commandement.

Mais comment définir un centre ? Les villes africaines sont généralement marquées par un espace central regroupant les fonctions de commandement

économique et politique, présentant un paysage spécifique [Gervais-Lambony, 1994]. À Harar et suivant ce modèle, la centralité semble se partager entre un centre historique et marchand (le *Jugol*, la ville fortifiée) et un centre politique et économique (le quartier de la ville nouvelle regroupant les édifices municipaux et les grands marchés).

« Le centre est par définition un espace complexe : il appartient généralement au secteur urbain le plus anciennement développé et il est la partie de l'espace urbain qui a subi les plus fortes modifications tout au long de l'histoire de la ville » [Gervais-Lambony, 1994, p. 33] Cette définition ne peut convenir à une ville comme Harar dont le centre ancien, ville fortifiée inchangée à l'intérieur de ses murs, n'a pas connu ces transformations. Tous les développements urbains postérieurs, les transformations, l'apparition d'édifices modernes, sont apparus dans ce qu'il est convenu d'appeler la ville nouvelle.

L'autorité régionale hararie veut pourtant « remettre le *Jugol* au centre » dans le nouveau schéma directeur en cours de réalisation par le FUPI (Federal Urban Planning Institute). La perspective à long terme est de transformer la région hararie en une région totalement urbaine qui correspondrait à la ville de Harar. Les planificateurs veulent en effet remplacer le modèle linéaire de la ville par un modèle concentrique, avec le *Jugol* en son cœur.

En 1937, le premier schéma directeur de Harar, préparé par les forces italiennes occupantes, concevait pour la première fois un plan d'urbanisme à l'extérieur de l'enceinte, à l'ouest de la vieille ville. Le schéma directeur de 1967, préparé par une équipe de consultants italiens, a donné ensuite à Harar sa morphologie actuelle, et le réseau viaire de la ville nouvelle en est directement issu.

Étant donné la linéarité et la fragmentation de la ville, le schéma directeur de 1998 préconisait quant à lui la poursuite du développement urbain dans les zones vides, notamment sur l'emplacement des actuels camps militaires. Au-delà des limites actuelles de la ville, la poursuite de l'extension linéaire à l'ouest était encouragée. Ce schéma directeur fut refusé pour la raison qu'il prenait en compte dans l'étude régionale la région de Harar mais aussi la zone Harargué Est qui appartient à la région Oromiya. Le sens du développement proposé pour Harar était donc nettement tourné l'ouest, trop peu centré sur la ville et singulièrement sur le *Jugol*. Dans le nouvel IDP, la région entend donc « remettre le *Jugol* au centre » et contrarier ce développement linéaire vers l'ouest. L'autre projet est de créer des villes satellites autour de Harar<sup>16</sup>. Harar a l'ambition de devenir une ville-centre pour la région, offrant tous les services nécessaires : électricité, téléphone, voirie de qualité. L'avenir est à l'urbanisation, et les autorités hararies souhaitent qu'à long terme l'État régional harari devienne une région totalement urbaine ; Harar ambitionne même de devenir ville centre pour les régions voisines Oromiya, Somali et

16. Le master plan de 1966 prévoyait déjà un réseau de villes satellites, regroupée par quatre ou cinq, au nord et au sud du *Jugol*. L'idée ne semble pas s'appuyer sur une étude sérieuse des potentialités de Harar à attirer autant de nouveaux habitants et à offrir les services qui incombent à la ville centre d'un réseau de villes satellites secondaires.

Dire Dawa<sup>17</sup>. Harar souhaite ainsi reconquérir son aire d'influence ancienne, le Harargué situé dans l'actuelle région Oromiya.

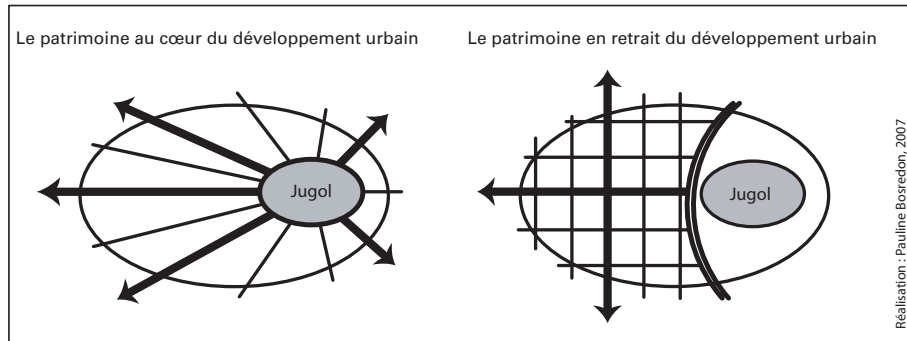


Fig. 5 – Les deux options de développement

Ces positions antagonistes de la région hararie et de l'Unesco comportent chacune leurs contradictions. L'Unesco veut en effet isoler la vieille ville afin de la protéger quand les autorités locales veulent faire du *Jugol* le moteur du dynamisme urbain. La difficulté réside évidemment dans l'opposition de ces deux visions du rôle et de la place que doit tenir la vieille ville.

On peut légitimement craindre que les prescriptions de l'Unesco ne mènent à la muséification du *Jugol* et à sa mise en retrait du développement urbain. Mais la position hararie comporte aussi le problème que le *Jugol* ne s'est jamais véritablement trouvé « au centre ». Le *Jugol* a été la ville de Harar jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, un noyau urbain à part entière pourvu d'un centre et d'une périphérie. Depuis que la ville s'est étendue hors les murs, et dans une seule direction, le *Jugol* s'est retrouvé comme une ville dans la ville, d'un caractère totalement différent de celui de la ville moderne. Le centre physique et actif de Harar s'est alors déplacé du centre du *Jugol* à sa périphérie ouest où se concentrent aujourd'hui les activités commerciales et le pouvoir politique. Mais le *Jugol* fonctionne encore comme une entité à part entière. L'habitant de la vieille ville, pour peu qu'il travaille également dans le *Jugol*, dans une boutique, sur un marché, dans une fabrique, a peu le besoin de sortir hors les murs. De même peut-on dire de celui qui réside hors de la vieille ville. Le rapport qu'entretiennent la vieille ville et la ville moderne est donc complexe et ne peut s'analyser seulement en termes de centre et de périphérie. Le

17. L'idée qu'Harar pourrait supplanter Dire Dawa qui se trouve sur la ligne de chemin de fer, possède un aéroport et une économie plus florissante que celle de Harar, semble relever de l'utopie. Il fut un temps où Harar était une ville bien plus importante que sa voisine Dire Dawa, mais les choses se sont inversées depuis les années 1960 et aujourd'hui Dire Dawa compte 270 328 habitants, quand Harar n'en compte que 118 000 (chiffres de l'Agence centrale de statistiques, 2005).

*Jugol* est évidemment connecté à la ville moderne, mais elle l'est aussi encore partiellement à la campagne, et cela est sa spécificité en comparaison de la ville hors les murs. Le *Jugol* n'a ainsi jamais été le centre d'une ville de Harar étendue : depuis que cette dernière a commencé de s'étendre hors les murs, la ville dans ses murs a toujours conservé une position à part, en retrait, géographiquement repoussée à la limite est de la ville.

« Remettre le *Jugol* au centre » : il semble que l'opération soit illusoire compte tenu enfin de la réglementation qui régit aujourd'hui la conservation du *Jugol* et de ses alentours. Comment en effet venir à bout de la contradiction qui consiste à accepter une zone tampon de près d'un kilomètre de rayon au nord, à l'est et au sud du *Jugol*, où les constructions sont sévèrement limitées et réglementées, et à prévoir dans le même temps un large développement urbain mixte (habitat, industries, commerces, services) dans ces mêmes directions ? Certaines autorités urbaines disent à demi-mot qu'il faudra peut-être assouplir la réglementation prévue dans le dossier de classement de Harar par l'Unesco. D'autres estiment que l'option de la zone tampon est intenable compte tenu des besoins de développement de la ville. Toutefois la topographie à l'Est du *Jugol* constitue un autre obstacle bien plus sévère qu'une réglementation, obstacle qui rend assez improbable l'idée d'une extension urbaine au-delà des murs dans cette direction.

Devenir ville du patrimoine mondial, pour quoi faire ? Il apparaît clairement à Harar qu'il s'agit d'appuyer des choix politiques qui répondent à des enjeux locaux et non universels.

Derrière le processus de patrimonialisation se trouve bien sûr la volonté de conserver et de réhabiliter un patrimoine dont on a pris conscience et dont la transmission aux générations futures apparaît indispensable à la survie de la culture hararie. Se trouve aussi l'ambition de mettre en valeur et d'exploiter touristiquement et économiquement un patrimoine qui ne peut que renforcer l'image de Harar en Éthiopie et à l'étranger. Mais en creusant plus profondément les motivations des autorités hararies, et en s'appuyant sur le nouveau projet urbain qui vient à point nommé se combiner au classement récemment acquis, on s'aperçoit que ce dernier sert de fondement à des choix politiques en matière d'aménagement urbain. Il appuie plus généralement une nouvelle vision de la ville qui place le quartier historique au cœur de son développement futur et par là réaffirme la position centrale de l'ethnie hararie dans l'histoire mais aussi dans l'avenir de la ville de Harar.

## BIBLIOGRAPHIE

- AALUND F. [1985], « The walled town of Harar », *Masterplan for the preservation and presentation of cultural heritage of Ethiopia*, UNESCO, 181 p.
- BOSREDON P. [2005], *Alep, Harar, Zanzibar. Une étude comparative des processus de construction patrimoniale et de classement au Patrimoine Mondial des centres historiques de trois villes du sud*, mémoire de Master recherche en géographie, Gouëset V. et Ouallet A. (dir.), Rennes, Université Rennes 2, 188 p.

- BOUCHE N. [1997], « Vieux quartiers, vie nouvelle. Les quartiers anciens comme patrimoine social : quelles implications et quelles priorités d'acteurs ? », *La renaissance des villes anciennes, ICOMOS Journal Scientifique*.
- BOURDIN A. [1984], *Le patrimoine réinventé*, Paris, PUF, 239 p.
- GERVAIS-LAMBONY P. [1994], *De Lomé à Harare. Le fait citoyen*, Paris, Karthala, 472 p.
- GRAVARI-BARBAS M., VESCHAMBRE V. [2005], « Patrimoine et développement durable. Les villes face au défi de la gouvernance territoriale », *ESO Travaux et documents*, n° 23, p. 9-10.
- GRAVARI-BARBAS M., GUICHARD-ANGUIS S. (éd.) [2003], *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 952 p.
- GREFFE X. [2000], « Le patrimoine comme ressource pour la ville », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 86 : *Développement et coopération*, p. 29-38.
- LAZZAROTTI O. [2000], « Patrimoine et tourisme : un couple de la mondialisation », *Mappe-monde*, n° 57, p. 12-16.
- LE GOFF J. (éd.) [1998], *Patrimoine et passions identitaires, Entretiens du patrimoine*, Paris, Fayard, 445 p.
- POULOT D., GRANGE D. (éd.) [1997], *L'esprit des lieux. Le patrimoine et la cité*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 476 p.
- RAYMOND A. [1998], *La ville arabe*, Damas, IFEAD, 374 p.
- REVAULT P., SANTELLI S. (éd.) [2004], *Harar, une cité musulmane d'Éthiopie*, Paris, Maisonneuve & Larose.
- REVAULT P., SANTELLI S. (éd.) [2004], *Harar Jugol*, Nomination of Properties for inclusion on the World Heritage list, Paris, AEPAN-MED, Harar, HPNRS, 149 p.
- REVAULT P., SANTELLI S. (éd.) [2006], *Harar Jugol*, Nomination of Properties for inclusion on the World Heritage list, Complementary Information as requested by the World Heritage Committee, Paris, AEPAN-MED, Harar, HPNRS, 65 p.